

Le budget

Les raisons pour ces changements, qui économiseront approximativement 51 000 \$, sont les suivantes:

1. L'installation d'un système électronique de sécurité avait été approuvée dans le plan de gestion de 1989 du lieu historique national du Fort Battleford.

2. Après que la mise en place du système eut été approuvée, les deux agents de sécurité du lieu historique ont été mutés au service des visiteurs tout en conservant le même salaire.

3. Une offre permanente principale a été établie avec le Corps des Commissionnaires pour que cette société fournisse des services de sécurité de manière temporaire jusqu'à ce que l'installation du système électronique soit terminée.

4. Aux termes de l'offre permanente principale conclue avec le Corps canadien des Commissionnaires, pour la période du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1994, les coûts annuels de fonctionnement et d'entretien s'élèveront en moyenne à 58 019 \$.

5. On estime les coûts de l'installation du système automatique à 60 000 \$. Les coûts de fonctionnement et d'entretien, évalués d'après les systèmes existants, devraient s'élever au maximum à 5 000 \$ par an.

Le système automatique permettra donc d'économiser environ 51 000 \$ par an, à compter du 1^{er} avril 1994. En un an, les frais d'installation auront été amortis. Les sommes économisées pourront être utilisées selon les directives du plan de gestion approuvées.

Le choix du type de système a été fait en fonction des critères les plus sévères: tout le matériel devait être conforme aux normes de l'Association canadienne de normalisation ou à celles des Laboratoires des assureurs du Canada; le système devait recevoir l'agrément du Commissaire fédéral des incendies et de Travail Canada; le choix s'est fait uniquement parmi les systèmes actuellement installés dans les bureaux de diverses entreprises et dans ceux du gouvernement; d'autres lieux historiques nationaux ont utilisé un système de sécurité semblable avec succès.

[Traduction]

Le vice-président: Une réponse a été donnée à la question mentionnée par le secrétaire parlementaire.

M. Milliken: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Le président suppléant (M. Kilger): Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

● (1010)

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 9 mars, de la motion: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Mme Maria Minna (Beaches—Woodbine): Monsieur le Président, c'est la première fois qu'un membre du Parti libéral prend la parole au nom de la population de Beaches—Woodbine, et je suis fière d'être cette personne-là.

Pendant la campagne électorale, j'ai dit aux électeurs de Beaches—Woodbine que nous pouvions avoir à la fois la justice sociale et des emplois, que ces deux éléments ne s'excluaient pas l'un l'autre.

Le budget présenté par mon éminent collègue, le ministre des Finances, reflète en grande partie cet engagement que j'ai pris envers la population de ma circonscription. Le ministre des Finances a réussi à établir un judicieux équilibre entre la nécessité de mettre de l'ordre dans les finances publiques et la nécessité non moins importante de veiller à ce que le Canada reste une société vraiment juste.

Ce fragile équilibre revêt une très grande importance pour la population de Beaches—Woodbine et le reste des Canadiens.

Notre engagement de longue date en faveur de la justice sociale constitue la marque de notre société, la caractéristique qui nous distingue des autres pays. Si les députés pensent que j'exagère, ils n'ont qu'à demander aux millions de personnes qui ont quitté leur pays ces dernières décennies et ont choisi de leur plein gré de devenir des Canadiens. Leur présence ici a contribué à faire du Canada un modèle vivant et dynamique de vie en commun, un modèle pour le monde entier.

Notre société est réellement remarquable et nous devons, dans le débat national qui est sur le point d'avoir lieu, tout faire pour que cette société reste vraiment juste et pour que nous puissions tous en être fiers.

Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter la croissance du déficit, pour le ramener à un niveau facile à gérer et pour mettre en place une politique économique solide mettant l'accent sur la création d'emplois. Le budget présenté par le ministre des Finances est une première mesure importante dans cette voie.

Le budget n'est toutefois qu'une des initiatives prises par le gouvernement libéral. Il vise principalement à mettre de l'ordre